

Consultation publique de l'ARCEP portant sur la réalisation des raccordements finals FttH sur tout le territoire

Réponse de Grand Paris Sud (4 mars 2021)

Grand Paris Sud s'est engagé dans l'aménagement numérique de son territoire en articulation des initiatives privées afin de garantir à chaque citoyen de son territoire les mêmes droits au Très Haut Débit. La crise sanitaire aura donné raison à cette politique volontariste.

L'arrivée récente des OCEN sur les réseaux publics devaient être la conclusion heureuse. Hélas, le mode STOC ou plus exactement sa mise en œuvre opérationnelle par les OCEN, toute couleur confondue; a dégradé l'ensemble de l'écosystème. Insatisfaction client, citoyen excédé du mobilier dégradé, sous-traitant en difficulté, opérateur de réseau en tension... cette situation ne touche pas que les RIP mais tous les réseaux opérateurs. Devant cette situation, les particuliers se tournent vers leurs élus de proximité...

QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation ».

Grand Paris Sud partage les difficultés constatées dans le groupe de travail « exploitation » mais identifie également un problème dans le niveau d'équipement des sous-traitants. Il est de ce fait difficile d'incriminer la qualité de la formation que des moyens donnés à l'intervenant ce qui indirectement pose la question de la rémunération des interventions dans la chaîne de sous-traitance.

QUESTION 2 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Concernant l'envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC :

- ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?

Compte-tenu des retards dans la mise en place des nouveaux contrats STOC, il n'y a aucun recul pour apprécier ce point. A date, les délais de transfert OC OI ne sont absolument pas respectés et certains n'arrivent jamais.

L'ajout de contraintes supplémentaires imposées à des sous-traitants sans s'assurer qu'ils bénéficient d'une rémunération « juste » risque d'aggraver la situation sur le terrain et d'allonger les délais de raccordement.

- ces flux d'informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétés par la mise en place d'autres outils ? Détaillez le cas échéant.

A date, ces nouvelles mesures ne sont pas rentrées en œuvre, il est impossible 'en percevoir les bénéfices ou les inconvénients..

Une mise en ligne ouverte au client, avec un suivi du traitement permettrait un contrôle et un apaisement de très nombreuses situations.

- l'exploitation des données des CRI enrichis fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ? Détaillez en les modalités le cas échéant.

Il est difficile de répondre sur l'exhaustivité du contrôle par l'OI. Par contre devant la recrudescence de clients abandonnés par leur OC qui au milieu du gué qui sollicitent la puissance publique, ce doucement est la base de discussion. Il est parfois impossible d'en disposer ni le client n'en a reçu copie, ni le délégataire.

QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?

Les malfaçons ne devraient pas pouvoir exister puisque par définition le client est activé ou non à la fin de l'intervention rendant le processus binaire.

La réalité est que l'asymétrie de la relation entre OC et OI, amène l'OI à devoir reprendre les malfaçons de l'OC (dégradation de service) devant les plaintes des clients qui accusent la qualité du réseau public largement encouragé par les OC.

Les flux d'échange n'étant pas respectés, il est impossible de donner une durée représentative. Et le renvoi de responsabilité OC-OI étant devenu la norme, les situations prennent des mois à se résoudre.

Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

Le partage de responsabilité a démontré sa limite.

.

QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?

Ce n'est pas les spécifications techniques qui posent problème mais l'économie de la chaîne de sous-traitant du mode STOC.

QUESTION 5 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques

Les déploiements étant terminé sur le réseau, cette proposition est tardive.

Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?

Les travaux de normalisation seraient nécessaires avant de généraliser ce type de solution. Il devrait être pris en compte la complexité d'avoir des modes de faire différent entre des PM de différentes générations, complexifiant encore le travail de la chaîne de sous-traitance.

Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?

Les conséquences seront d'autant plus néfastes que les différents sous-sous-traitants des opérateurs commerciaux utiliseront eux-mêmes des cordons de longueurs différentes sans que l'OI puisse prévenir ou sanctionner ce type de comportements. Et si l'on ajoute à cela les raccordements en mode OI, il sera possible d'avoir au moins 5 longueurs différentes dans une même armoire.

Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?

Ces sujets sont abordés dans des instances où les collectivités ne sont pas invitées, comme les multilatérales FttH et le GT exploitation. Or les collectivités sont les donneurs d'ordres pour les RIP, et les financeurs avec l'aide de l'Etat. La problématique concerne non seulement le parc installé, mais également des armoires commandées dans les marchés passés.

La nécessité d'utiliser un nouveau type de brassage est exclusivement liée aux aléas du mode STOC qui a été imposé aux RIP. Aussi, s'il devait y avoir des conséquences financières pour les RIP du fait d'une obligation de changer l'existant, cette charge nouvelle devrait faire l'objet d'un financement national ad hoc via un fond alimenté par les seuls opérateurs utilisant ce mode STOC.

QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant,

quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ?

Les particularités sont souvent plus l'œuvre des sous-traitants de dernier rang qui, non formés et/ou non contrôlés et/ou non équipés, effectuent les poses comme bon leur semble.

Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?

Le respect des obligations actuelles serait suffisant..

Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ? L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiés ?

Un atelier spécifique s'impose par rapport à des échanges bilatéraux.

QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'en évaluer les bénéfices escomptés ? Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ? Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

Les multiples expérimentations listées au c) ne peuvent permettre d'avancer que si des travaux communs permettent d'en partager les résultats pour arriver à des processus harmonisés. Il est regrettable que les porteurs de RIP, propriétaires des réseaux, ne soient pas associés au pilotage des travaux.

QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ? Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

La fiabilité des IPE est à renforcer avant d'ajouter d'autres champs. Inscrire le parcours du raccordement nécessiterait de devoir aiguiller en amont ce qui générerait des coûts exorbitants. Dans ce cas il serait plus judicieux de réaliser les pré-raccordements au moment de la construction du réseau.

QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées. Cas de l'utilisation des supports exploités par Enedis .

Il est nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG, et, de surcroît, de respecter le modèle GraceTHD. À titre d'exemple, suite au manque de remontées de fichiers Shape de la part des opérateurs, Enedis mène des réflexions afin d'affiner les éléments attendus pour ces fichiers ; travail sur l'attendu en termes de fichiers shape (déploiement de la Fo - annexe 6 de la convention) avec trois objectifs : alléger, simplifier et rendre compatible avec le modèle GraceTHD. Le gestionnaire a indiqué que « dès lors que le géostandard d'aménagement numérique des territoires GraceTHD est respecté par tous, il lui serait possible de fournir aux opérateurs un extrait depuis ce dernier, ce qui impliquerait une correspondance naturelle entre les attributs demandés désormais dans l'annexe 6 et ce qui est extrait de Grace THD. »

Concernant les supports exploités par ENEDIS, il est à noter que le patrimoine de celui-ci n'est pas accessible au format SIG. Les coûts de mise au format SIG devraient être déduits des redevances versées pour l'utilisation des supports, en contrepartie de la fourniture des données à ENEDIS qui lui permettront de mieux gérer le patrimoine des collectivités que cette société exploite.

Concernant les infrastructures souterraines mobilisées, il faudrait que celles-ci soient au format GraceTHD afin d'être exploitable dans un format standard. Sur la partie raccordement (dernière chambre publique au logement) la connaissance SIG est inexistante.

S'agissant plus particulièrement de la pose des bandeaux verts, étape préalable à l'installation du câble de raccordement final sur les supports exploités par Enedis, certains opérateurs d'infrastructure confient la réalisation et la validation du calcul de charges à l'opérateur commercial. Dans le contexte du mode STOC, le calcul de charge est en pratique réalisé soit antérieurement à toute opération de raccordement final par l'opérateur d'infrastructure, assorti de la pose d'un bandeau vert par ce dernier, soit en régularisation du raccordement final réalisé par l'opérateur commercial. Les services de l'Autorité souhaitent interroger les acteurs sur la nécessité d'harmoniser les modalités de réalisation du calcul des charges et de pose des bandeaux verts, notamment au regard de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure.

La pose des bandeaux verts n'est pas une étape préalable au raccordement final. En effet, le bandeau vert signifie que l'appui a fait l'objet d'un calcul favorable permettant de mettre sur le poteau 1 PBO et un forfait comprenant jusqu'à 6 câbles de branchement. Pour réaliser un raccordement terminal, d'autant plus s'il n'y a qu'un raccordement (cas fréquent en zone rurale), il est uniquement nécessaire de vérifier que le calcul de charge au réel permet de

mettre le câble de raccordement.

Ce point est particulièrement intéressant car il traduit bien l'une des logiques contradictoires du mode STOC : les OCEN veulent seuls maîtriser le raccordement de A à Z, mais exigent – pour certains d'entre eux – que l'OI se charge d'apposer le bandeau vert et de faire le calcul.

QUESTION 10 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?

CF. point précédent

En zone rurale (cas d'un ou deux câbles de branchement maximum), la meilleure solution serait peut-être de dispenser les opérateurs de réaliser un calcul de charge, vu la faiblesse des risques (impact limité et prise de risque uniquement dans l'intervalle entre la pose de la fibre et la dépose à venir du cuivre).

Par ailleurs, il est souhaitable que les expérimentations sur la dépose du cuivre débouchent sur un processus opérationnel.

En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?

L'OCEN qui décide de réaliser un raccordement en mode STOC doit assumer la charge de se mettre en conformité.

QUESTION 11 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?

QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI. Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

En premier lieu, il est utile de rappeler que la majorité des échecs de raccordement sont liés au manque de temps, de moyens et de rémunération du raccordeur en mode STOC. Le sous-traitant final, vu le mode de rémunération qui lui est imposé, prend souvent davantage de

rendez-vous qu'il ne peut exécuter en une journée, et décide une fois sur place de réaliser ou non le raccordement, en fonction de la difficulté estimée de celui-ci. Ceci explique en partie les pseudo « échecs de raccordement ».

En cas d'échec de raccordement en mode STOC, le sous-traitant de l'OC n'a aucune incitation à passer du temps à renseigner précisément les informations nécessaires à leur traitement. Ce constat est quantifiable dans nombre de cas, nous observons des niveaux très élevés d'informations fausses ou erronées sur des échecs de raccordement en mode STOC. En particulier les fiches de blocage sont très rarement remontées correctement et non communiqué au client final. La longueur de la chaîne de sous-traitants est un facteur aggravant s'agissant de ces problèmes de qualité d'information. Nous observons dans de nombreux cas des interventions de raccordement sans aiguillage conduisant à des rapports de fourreaux bouchés inconsistants.

Il serait plus que judicieux d'associer le client final au process de signalisation des échecs, par exemple sur la base d'une nomenclature de diagnostic (fourreau bouché sur domaine public ou privé, absence de poteau ou d'autorisation de passage, refus esthétique du client...) et d'une possibilité de formulation ouverte, qu'il signerait auprès du raccordeur. Le client final pourrait faire part de ses propres remarques. Cela permettrait d'acter la date de l'intervention, de signaler le cas échéant au client ce qui relève de sa responsabilité, et de limiter l'absence de précision ou des informations délibérément erronées en responsabilisant le raccordeur..

Cependant, nous observons aussi des informations IPE erronées (ex PBO en sous-terrain versus en aérien). Dans un objectif d'aborder dans sa globalité la question de la transparence de l'information disponible et de la complétude des raccordements pourraient être améliorée avec la mise en place de 4 dispositifs :

- mise en place d'un processus pour signaler les adresses manquantes dans l'IPE avec délais de réponse obligatoire de l'opérateur en charge du déploiement sur la commune concernée (processus adresse) ;
- mise en place d'un process pour signaler les logements qui ont été déclarés raccordables dans l'IPE, mais qui ont changé de statut en non raccordables suite à l'échec de raccordement quelle que soit la raison technique ayant conduit à cet échec (processus échec de raccordement) ;
- mise en place d'un process pour que les particuliers et professionnels raccordables sur demande puissent demander leur raccordement auprès de l'opérateur d'infrastructures de manière décorrélée de la demande d'un FAI (processus raccordable sur demande) ;
- mise en place d'un process pour que les locaux raccordables sur autorisation puissent aisément être rendus raccordables après communication par l'intéressé de ladite autorisation (processus autorisation en suspens).

QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Grand Paris Sud partage l'analyse sur les conséquences dommageables pour l'OI et pour les collectivités concernées de toute mauvaise qualité d'un raccordement, alors même que l'OI ne maîtrise pas la chaîne de sous-traitants de l'OC. Nous constatons que des intervenants – voire les plateformes d'appels téléphoniques des OCEN - se permettraient même de mettre directement en cause les collectivités auprès des particuliers. Nos élus sont désormais directement ciblés par la population excédée.

Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?

La non imposition du mode STOC permettrait en tout cas de clarifier les responsabilités. Un élu interpellé ne peut pas expliquer aux habitants ou aux journalistes que le réseau déployé échappe à sa responsabilité ou à celle de son opérateur du fait du mode STOC, et ce d'autant moins que ce mode emporte avec lui la notion d'une sous-traitance qui n'existe pas dans les faits. Comment expliquer simplement en effet au grand public cette particularité franco-française d'avoir un sous-traitant imposé que l'on ne peut pas récuser en droit, mais pas en fait, s'il fait du mauvais travail... Si les mauvaises pratiques venaient d'un seul OCEN, il serait possible de le sanctionner, mais malheureusement, tant les OI que les Collectivités locales et les associations de consommateurs font le même constat : les 4 OCEN se partagent non seulement le marché du haut débit et du très haut débit, mais aussi les mauvaises pratiques à des degrés divers selon les sites.

Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?

Comme évoqué, les clients en difficultés se retrouvent abandonnés par les OC. Les OI n'ont pas été contracté pour assurer la relation client des OC donc c'est la puissance publique et les élus locaux qui tentent de trouver des solutions.

Les délais sont supérieurs à 2 mois jusqu'à 12 mois.

QUESTION 14A – RECUEIL D'INFORMATIONS

Selon vos estimations, quelle serait la part des locaux déjà équipés en fibre optique qui ferait l'objet de l'installation d'un double câble de raccordement ? Quelles sont les difficultés engendrées par ces raccordements supplémentaires dans la mise en œuvre du système de restitution des droits d'usage ? Il est demandé d'en préciser la nature et les parties impactées : l'OI, le nouvel OC et l'ancien OC.

Le délégataire refuse catégoriquement, ce qui d'ailleurs pose des problématiques lors du churn, puisqu'il n'est pas possible de souscrire un abonnement sur une ligne déjà active imposant un temps de coupure de plusieurs semaines pour le client final. Ce phénomène limite la mobilité des clients d'un opérateur à un autre. La multiplicité des usages dont le télétravail démontre que le bi-fibre généralisé aurait été une option à retenir.

Quelles adaptations aux modalités de restitution des droits d'usage pourraient être

apportées afin de limiter les conséquences financières de ces raccordements ?

QUESTION 14B – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la nécessité de la bonne mise en œuvre de la restitution des droits d'usage ?

Grand Paris Sud partage l'avis de l'Arcep,

QUESTION 15A – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse des services de l'Arcep sur l'extension des procédures de portabilité à l'accès fixe à l'internet ?

Grand Paris Sud partage l'analyse de la nécessité d'une extension des procédures de portabilité..

QUESTION 15B – RECUEIL D'INFORMATIONS

La référence de la ligne vous semble-t-elle être une information bien connue des clients finals ? Quelles sont les difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et dans l'espace client ?

Observez-vous une décroissance de l'utilisation des services de téléphonie fixe inclus aux offres fibre grand public, qui nécessiterait de revoir les procédures de portabilité de l'accès fixe ? Le code RIO vous semble-t-il pouvoir être un moyen pertinent de véhiculer l'information de la référence PTO de l'ancien opérateur au nouvel opérateur ? Quels en sont les inconvénients le cas échéant ?

L'information actuelle n'est pas connue du grand public et l'étiquetage des prises est très aléatoire. Quand bien même celle-ci est connue, nous observons des échecs de churn, les techniciens n'ayant pas connaissance de cette référence mais utilisant l'adressage physique de l'habitation.

QUESTION 15C – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les outils utilisés par les opérateurs commerciaux dans l'identification des locaux et des lignes optiques ? Les informations relatives aux locaux dans les référentiels des boucles locales fibre vous paraissent-elles suffisantes ? Détaillez les différences que vous observez avec le fonctionnement des outils similaires utilisés sur la boucle locale cuivre.

Quelles améliorations vous sembleraient nécessaires ? En particulier, l'ajout d'informations sur le « casage » ou plus généralement sur l'identification des locaux, utilisées par exemple pour l'identification des lignes électriques ou la fourniture du gaz, vous paraissent-elles pertinentes ? Selon quelles modalités ces informations devraient être partagées ? Une obligation supplémentaire de publication par les opérateurs vous paraît-elle nécessaire ?

L'identification par la fourniture de gaz ne semble pas une bonne piste, la desserte en gaz étant loin d'être universelle. Il serait utile que la possibilité d'utiliser l'identification des prises cuivre d'Orange puisse être actée.

QUESTION 15D – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep quant à la fiabilité des données sur les lignes existantes dans les systèmes d'informations ? Détaillez le cas échéant les difficultés induites par ces divergences. Selon vos estimations, quel taux de fiabilité présentent ces informations dans les SI des opérateurs d'infrastructures ? Selon vos estimations, quelle part de lignes déjà existantes font l'objet d'une construction d'un deuxième raccordement ? Quelles mesures pourraient être adoptées afin de résoudre ces divergences ?

Nous ne notons pas de cas de double raccordement.

QUESTION 16 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les OI sont invités à rappeler le critère qu'ils utilisent pour déterminer la typologie d'un raccordement final et s'ils envisagent des évolutions sur le choix du critère. Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant leur choix, notamment par rapport aux conséquences pour les raccordements déjà réalisés, le critère qu'ils estiment le plus pertinent pour déterminer la typologie du raccordement final qui servira à établir son tarif. Les nouveaux champs de la version 3.1 du protocole PM doivent-ils être complétés pour informer correctement les opérateurs pour la réalisation du raccordement final ?

.

QUESTION 17 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner, selon ces deux méthodes (mode de pose du PBO et cheminement du câble), et autant que possible en les croisant, la répartition des types de raccordement final qu'ils ont déjà réalisés et ceux dont l'étude a déjà été effectuée.

.

QUESTION 18 – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ? Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?

Il est indispensable de confronter ces coûts aux montants effectivement versés au sous-traitant final principalement dans le mode dominant, le mode STOC.

Le barème présenté paraît surestimé par rapport à la réalité du marché aujourd'hui, même si l'on ne regarde que les sous-traitants de rang 1. Il l'est encore plus si on considère l'inefficacité qui résulte d'une chaîne de sous-traitants qui s'est allongée à la demande express des OCEN (qui ont obtenu à ce titre une modification des règles d'ENEDIS que de surcroît ils ne respectent pas). Chaque intermédiaire capte sans contrepartie réelle une partie de la valeur.

Ainsi, le tableau de synthèse du raccordement par un « opérateur efficace » n'est pas conforme à la réalité terrain : quasiment aucune nacelle lors d'un raccordement en mode STOC et intervention majoritairement par une personne seule. Compte tenu de ces

éléments, la pertinence de l'analyse semble largement faussée. De même, le prestataire de dernier rang autoentrepreneur ne dispose pas de l'outillage nécessaire, par exemple pour tenter de déboucher simplement un fourreau.

L'échec de raccordement ne devrait pas être pris dans la modélisation des coûts. L'ensemble des remontées du terrain montre que les prestataires qui effectuent réellement les opérations de raccordement ne sont rémunérés que si le raccordement fonctionne (c'est même la principale cause des coupures « d'anciens » clients FttH au bénéfice des nouveaux raccordés). Aussi, s'agissant des coûts unitaires, il n'y a pas lieu en l'état de présenter une imputation des échecs de raccordement sur le coût par raccordé effectif.

QUESTION 19A - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner la nature et le montant des charges qu'ils supportent dans le cadre de la réalisation des raccordements final. Il est demandé de bien préciser la situation dans laquelle l'acteur supporte ces charges (réalisation avec des équipes internes, réalisation en sous-traitance, supportées par l'OI pour les raccordements finals réalisés en mode STOC, etc.).

QUESTION 19B - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les montants moyens agrégés renseignés par l'Autorité vous paraissent-ils pertinents ? Chaque acteur (OI, OC et sous-traitant) de la réalisation du raccordement final supporte des charges qui lui sont propres, est-ce que l'ensemble de celles-ci doit être comptabilisé dans le tarif d'usage (flux n° 3) utilisé pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage (flux n° 4) ? Si non, qui supporte celles qui ne le sont pas et comment sont-elles facturées ?

L'ensemble des charges effectives doit être intégré pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage. Au vu des nouveaux contrats STOC, il conviendra d'affecter les coûts de pilotage et de contrôle à l'OC ou à l'OI suivant leurs responsabilités opérationnelles respectives.

QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?

Grand Paris Sud considère que des rémunérations effectivement versées aux sous-traitants finals ne permettent pas une réalisation dans des conditions de sécurité et de qualité nécessaires, et que les coûts affichés par les OC sont surestimés. Il conviendrait d'observer les coûts de sous-traitants finals qualifiés, dont la qualité de travail est validée par les OI, pour cerner les coûts effectifs d'un opérateur efficace. Ceci pourrait être effectué périodiquement, tous les ans ou tous les deux ans, pour tenir compte des gains d'efficacité et des autres paramètres mouvants. Calculer le coût de raccordement final uniquement à

partir du montant effectivement payé au prestataire de dernier rang auquel on ajoutera des charges et une marge raisonnables calculées en pourcentage serait de nature à éviter la rémunération d'intermédiaire voire de marge de l'OC. A tout le moins, s'il y avait une contestation future sur les droits d'usage à l'occasion de churn, ces éléments devraient être conservés et auditable au titre des obligations comptables.

QUESTION 21 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ? Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?

Le multi-accès impacte effectivement le coût (câble spécifique, soudures ou connectique...), mais dans des proportions limitées, surtout que la double soudure n'est, à notre connaissance, jamais demandée à l'OCEN en mode STOC. Ce surcoût restera de toute façon infiniment moindre que le coût de réalisation d'un second raccordement. L'expérience de la crise sanitaire et de la généralisation du télétravail, qui a nécessité dans bien des cas de disposer d'un raccordement ad hoc distinct du raccordement existant du domicile, doit relancer le sujet du raccordement bi-fibre.

QUESTION 22 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprises en FttH ? Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ?

Les acteurs sont invités à répondre en distinguant trois aspects :

- les pratiques sur le marché de détail, entre l'opérateur commercial et l'utilisateur final ;*
- les pratiques entre l'opérateur et son sous-traitant pour la construction du raccordement ;*
- les pratiques entre opérateur d'infrastructure et l'opérateur commercial pour le droit d'usage du raccordement.*

Pour Grand Paris Sud, il ne devrait pas exister de facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise en FttH, la très grande majorité d'entre elles étant située en zone mixte, et certaines caractéristiques des autres (longueurs supplémentaires en zones d'activité...) étant absorbables dans le volume global des raccordements. Si les coûts de raccordement sont élevés, ou a fortiori inconnus a priori (sur devis), cela nuira à la transition numérique des TPE/PME et des services publics. Pour rappel, le coût de la ligne cuivre n'est pas dépendant de la nature du client.

Toutefois, il convient également qu'il n'y ait pas de distorsion entre les OC agissant exclusivement en direction des entreprises, et les OC agissant sur ce marché et sur celui du grand public, qui pourraient péréquer leurs coûts de raccordement dans leurs marchés avec leurs propres sous-traitants.

QUESTION 23 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Concernant les raccordements finals d'entreprise de type « FttE », les opérateurs

d'infrastructure sont invités à renseigner leurs coûts et à détailler les mécanismes de facturation qu'ils proposent.

Pour les offres avec qualité de service, des coûts particuliers peuvent résulter de contraintes d'architectures liées à la QoS ou à des demandes spécifiques de pénétration et d'implantation dans les bâtiments. Une grille simplifiée devrait permettre dans ce cas d'éviter au maximum des raccordements sur devis.

QUESTION 24 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ?

Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison des deux ? Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ?

Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers.

QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

Il est nécessaire d'harmoniser les pratiques au niveau national pour éviter des discordances entre OI, OC et collectivités locales. La forte intrication entre les zones dites privées et publiques, l'existence de zones AMEL etc. plaident pour éviter ces discordances d'une commune à l'autre, d'un département voisin à l'autre.

QUESTION 26 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Est-ce qu'il existe un seuil en matière de longueur de câble ou de nombre d'infrastructure à solliciter à partir duquel un raccordement final ne peut plus être considéré comme réalisable par les opérateurs commerciaux ?

Au regard du développement ci-dessus, est-ce qu'il vous apparaît pertinent de fixer un seuil limite (que ce soit une longueur de câble ou un nombre d'infrastructures sollicitées) au-delà duquel l'OI ne devrait plus positionner de PBO ? Pour traiter ces cas, est-il préférable que l'OI diffère la pose du PBO (local « raccordable sur demande »), pour poser, lorsque le raccordement est demandé, un PBO « unitaire » à proximité du local, à partir duquel un raccordement « standard » sera réalisé ?

Il ne devrait pas y avoir de limites en termes de longueur de câbles, et le nombre de poteaux ou chambres intermédiaires pour effectuer le raccordement compte moins que l'existence et l'usage possible de l'infrastructure de raccordement. Dit autrement, un raccordement de 500 m peut être « facilement » réalisé si les fourreaux ou les poteaux sont aisément mobilisables, alors qu'un raccordement de 10m avec un fourreau bouché ou

un problème de surplomb ou d'élagage ou autre pourra être considéré comme non réalisable.

La suggestion de classer le local en « raccordable sur demande » sur un PBO unitaire fait sens, mais remplace un problème par une procédure qui doit encore prouver qu'elle fonctionne côté OI et côté OCEN. La responsabilité de l'OI est de rendre le local raccordable, et si les OCEN ne veulent pas faire le raccordement, il doit être en mesure de le réaliser lui. Les exceptions, qui seront à traiter avec un autre mécanisme, sont liées à l'absence d'infrastructure d'accueil sur une longueur importante qui rendrait exorbitant le coût du raccordement.

Grand Paris Sud estime que les raccordements plus longs que 500 mètres devraient faire l'objet d'un traitement en PBO « unitaire », plutôt que de risquer des échecs de raccordement probables. Si la solution de PBO unitaire n'était pas retenue, il convient de spécifier qu'un raccordement long ne peut se faire que sans soudure ni boîtier intermédiaire, afin d'éviter les points de fragilité et l'affaiblissement du signal par la multiplication des épissures.

QUESTION 27 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner :

- *S'il existe aujourd'hui des raccordements longs, et s'ils sont ou non réalisés lorsque l'utilisateur final demande à être raccordable.*
- *Comment ces raccordements finals « longs » sont facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les situations suivantes : construction en mode OI, en mode STOC et reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage). Quand cela est pertinent, il demandé de bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).*

Il convient de bien distinguer des raccordements longs de ceux qui nécessitent la création d'une infrastructure. En effet, les surcoûts des raccordements longs semblent absorbables dans une logique de péréquation sur l'ensemble des raccordements, alors que la création d'infrastructure pose des questions financières plus lourdes.

QUESTION 28 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour les raccordements « longs », le tarif de sous-traitance (flux n° 2) doit-il nécessairement être établi sur devis ? Vous paraît-il envisageable qu'il soit plutôt établi de manière forfaitaire ? Ou le cas échéant selon une métrique simple, comme la distance à vol d'oiseau entre le PBO et le local ? Quitte à ne garder qu'une très faible partie de cas plus exotiques sur devis ?

Il est souhaitable que les tarifs de sous-traitance pour les raccordements longs soient établis sur la simple métrique du linéaire de câble à déployer en supplément, puisqu'ils peuvent être traités ainsi par les raccordeurs. Il ne faut en aucun cas employer la distance à vol

d'oiseau.

QUESTION 29 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à exprimer, en la justifiant, leur position sur chacune des situations décrites ci-dessus :

- Situation a) : l'OC supporte l'intégralité des coûts du raccordement « long », ce qui suppose que ces derniers puissent être supportés par un seul acteur pour que l'intervention ait effectivement lieu ;*
- Situation b) : les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente ;*
- Situation c) : les coûts sont reportés sur la masse des coûts PM-PBO et donc couverts par les tarifs d'accès PM-PBO, l'OI étant responsable de la position du PBO, il pourrait être cohérent que la différence avec les cas standards soit supportée par la desserte. Cela permet de diminuer le tarif d'usage des raccordements « longs », sans augmenter celui des raccordements « standards ».*

Dans la situation a), l'OC peut espérer garder son client très longtemps ou se refaire avec les droits d'usage en cas de churn (ou éventuellement il peut faire participer le client, avec un tarif spécifique, est-ce que certains opérateurs l'envisagent ?). Il faut surveiller que les opérateurs ne les classent pas en « sur demande »...

La b et la c) permettent de créer de la péréquation, ce qui va dans le bon sens. Il n'en reste pas moins qu'il semble difficile de mesurer l'impact de ces solutions sur l'économie des contrats existants. En particulier, la c) ajoute une charge aux OI dont on ne sait si elle pourra se répercuter sur le coût à la ligne. Si c'est le cas, elle semble la plus favorable au traitement des raccordements longs et au bon positionnement des PBO.

QUESTION 30 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.*

Dans de nombreux cas, la difficulté technique se constate au moment du raccordement : un fourreau cassé ou bouché, nécessité d'élagage (on n'imagine pas de passer chaque année sur chaque prise commercialisable pour faire un état de la végétation environnante) ... La possibilité technique d'un raccordement doit également s'apprécier en liaison avec ce qui se passe sur le terrain du client (à quoi bon identifier et traiter un fourreau cassé s'il n'y a plus de possibilité de passage sur le terrain ?). Le fonctionnement du mode STOC n'incite pas les sous-traitants de dernier rang à effectuer ce travail d'identification, comme le confirme l'écart massif entre les causes d'échecs renseignées par ceux-ci et ceux relevés par les OI lors

des vérifications de terrain.

- L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?

Le coût de remise en état doit être imputé au propriétaire de l'infrastructure) et intégré dans le coût global d'utilisation du génie civil, afin de s'assurer du bon entretien de celui-ci.

- Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public qui pourraient être réalisées par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?

Dans le cas général, cette difficulté n'apparaît qu'au moment du raccordement, et s'apprécie également en fonction des possibilités de passage sur le domaine privé du client. S'il semble possible d'imaginer un accord de principe avec Orange (sur le process, la question des tarifs et imputations de coût étant plus complexe), l'intervention à chaud sur le domaine public n'est pas possible (cas d'un fourreau bouché ou d'un poteau à changer), et ce d'autant plus au regard de « l'équipement » actuel de nombreux prestataires de dernier rang.

Par ailleurs, au cas où ce soit l'OC qui puisse effectivement réaliser cette opération, il convient de s'assurer que son indemnisation par le propriétaire ou le gestionnaire du génie civil soit à la hauteur des dépenses encourues.

- Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.

A la difficulté identifiée ci-dessus s'ajoute bien évidemment :

- le manque de qualification et de matériels de certains sous-sous-traitants en mode STOC,
- la spécificité de travaux à effectuer par rapport à un raccordement standard,
- la rémunération au lance-pierre du sous-traitant de dernier rang qui l'oblige à multiplier les raccordements pour bénéficier d'un revenu correct et donc à exclure tout ce qui est ou semble un peu plus compliqué et long à réaliser.

- Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?

La reprise en main par l'OI est indispensable et peut donner lieu à une industrialisation par des campagnes de travaux, avec des entreprises qualifiées et les nécessaires autorisations d'intervention sur domaine public.

QUESTION 31 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

Comment ces raccordements finals « complexes » sont-ils facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les trois situations suivantes : construction en mode OI, construction en mode

STOC, reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage) ? Quand cela est pertinent, les acteurs sont invités à bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

QUESTION 32 (en domaine public) - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour que le tarif d'usage (flux n° 3) de ces raccordements reste néanmoins à un niveau qui, en pratique, ne soit pas un obstacle à sa souscription par un OC, il pourrait être envisagé une évolution des modalités tarifaires équivalente à la « situation c) » décrite pour les raccordements « longs ».

La pratique d'un tarif d'usage plus faible que les coûts de construction, la différence (en particulier les coûts de génie-civil) est reportée sur la masse des coûts PM-PBO et récupérée via les tarifs du segment de la desserte.

Les acteurs sont invités à réagir à cette proposition de tarification.

Grand Paris Sud est favorable à une répercussion sur la masse des coûts PM-PBO. Il serait éminemment dangereux de laisser cette question se traiter comme actuellement par une multiplication de prises considérées de fait comme « non raccordables », avec les conséquences financières (non versement des aides de l'Etat aux RIP), politiques (discrédit local et national), et l'impossibilité d'envisager une fermeture rapide du cuivre.

QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

Le principal sujet insurmontable concerne les vides sanitaires non visitables. Les chiffrages ne sont pas connus au moment de la réponse. Ils concernent de nombreux lotissements des années 70. Les clients pris entre les maisons aux extrémités, ne peuvent se voir raccordés du fait de l'impossibilité de faire cheminer la fibre dans ces vides sanitaires devenus avec le temps inexistantes.

- Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

Dans le cadre du mode STOC, les coûts d'intervention en domaine privé sont parfaitement incontrôlables et seraient inflationnistes s'ils étaient répercutés collectivement.

- Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures

d'accueil ?

En règle général, le client final n'a pas connaissance des difficultés liées au passage d'un nouveau réseau, si l'existant fonctionne, et a fortiori l'OI qui n'a pas à pénétrer sur ce domaine au moment de la réalisation du réseau (sauf dans les cas où des préraccordements ont été effectués). C'est donc l'OC (ou malheureusement le sous-sous-traitant de l'OC en mode STOC) qui établit ce constat. Le mode de rémunération et l'absence de formation et de moyens des sous-sous-traitants peut aboutir à des solutions bricolées, sources de dysfonctionnements à venir.

QUESTION 34 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Chaque répondant est invité à préciser :

- en tant qu'opérateur d'infrastructure, quel volume de raccordements FttH il a produit en 2020 sur ses réseaux, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC » ;*
- en tant qu'opérateur commercial, quel volume de raccordements FttH il a commandé en 2020, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC ».*

.

QUESTION 35 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final.*
- Dans le cadre d'une tarification à l'euro-l'euro⁴, les échanges financiers entre OI/OC ont-ils effectivement lieu ou est-ce que ces derniers n'interviennent qu'au moment de la restitution des droits d'usage en cas de churn ?*

. Cela étant et en tout état de cause, il ne serait pas normal que des tarifs de sous-traitance en mode STOC soient supérieurs à ceux de l'OI quand il réalise les prestations de raccordement. Si c'était le cas dans des contrats existants, il conviendrait que l'Arcep procède au rétablissement, par tout moyen, au respect de cette règle de bon sens, quitte à l'inscrire dans la réglementation traitant du mode STOC.

QUESTION 36 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- Comment ces différentes grilles de sous-traitance sont-elles négociées entre opérateurs ?*
- Les acteurs sont invités à communiquer à l'Autorité l'ensemble des grilles de sous-traitance qu'ils utilisent dans le cadre du mode STOC (avec chaque OI ou chaque OC selon les cas).*
- Les acteurs identifient-ils des conséquences particulières liées à la coexistence de plusieurs grilles de sous-traitance pour une même prestation sur un même réseau ?*

L'existence de différentes grilles de sous-traitance est source d'inégalités de traitement et de problématiques sur le réseau lui-même (différences de process etc.). Elle traduit l'ambiguïté fondamentale du mode STOC, où l'OC, loin d'être un sous-traitant choisi par l'OI pour l'attractivité de ses tarifs et la qualité de ses prestations, est un de ses rares clients possibles,

voire un client incontournable dans le cas d'Orange en zone peu dense, qui de fait dicte ses conditions à son soit disant donneur d'ordre. Les dispositions des contrats STOC devraient figurer dans les offres de référence, puisqu'elles sont induites par l'utilisation commerciale du réseau.

QUESTION 37 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

- Les acteurs partagent-ils l'analyse des services de l'Autorité ? Identifient-ils d'autres risques liés à cette situation (plusieurs grilles de sous-traitance qui peuvent ne pas représenter la réalité des coûts supportés pour la réalisation des raccordements finals) ?
- Il est par ailleurs demandé aux acteurs d'indiquer en quoi cette pratique leur apparaît compatible avec l'obligation de non-discrimination pesant sur l'OI.

Grand Paris Sud partage l'analyse de l'Arcep sur les risques avérés de surestimation des coûts et de discrimination entre opérateurs. Reste à voir s'ils peuvent être diminués dans le cadre du mode STOC, ou plus simplement rendus sans objet par la suppression de l'imposition de ce mode.

QUESTION 38 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) unique.

Les acteurs sont notamment invités à répondre aux questions suivantes : quelles seraient les difficultés liées à sa mise en œuvre ? Quelles seraient les conséquences pour l'OI ? Pour les OC ? Pour les raccordements déjà réalisés ?

Grand Paris Sud est favorable à l'imposition réglementaire d'une grille unique, dans un délai rapproché. Il importera de vérifier à cette occasion que les opérateurs verticalement intégrés n'ont pas abusé de leur position, en comparant leurs grilles en tant qu'OI avec ce que les OI neutres ont pu négocier.

La nécessité d'un rattrapage du passé est à apprécier en fonction :

- de l'ampleur des raccordements réalisés et de l'écart constaté entre les anciennes conditions et les nouvelles ;
- du niveau qualitatif des raccordements réalisés en mode STOC par le flux OI-OC de référence

QUESTION 39 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

- Quelles seraient les difficultés liées à la pratique d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique, quelle que soit la typologie, pour le raccordement final ? Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la pratique d'un tel tarif par l'OI.

- L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

- La partie [4.2](#) aborde les raccordements finals « longs » qui présentent des contraintes techniques qui multiplient les coûts de réalisation du raccordement. Est-ce qu'il vous

apparaîtrait pertinent que ce tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique prenne en compte les coûts d'intervention supérieurs sur ces raccordements (ces coûts seraient ainsi péréqués sur l'ensemble des raccordements finals du réseau concerné) ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

La mise en place de dispositifs simplifiant le churn semble positive. Un tarif d'usage forfaitaire ne sera efficace que s'il comprend l'ensemble des cas, aussi bien les différentes typologies que les différentes sur-longueurs. Il faut bien évidemment veiller à ce que cette péréquation ne pénalise pas les OI.

QUESTION 40 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Selon vous, quelle référence de coût vous semble la plus pertinente pour fixer une nouvelle référence tarifaire pour le raccordement final en zone d'initiative publique ? S'agit-il du coût moyen (coût péréqué selon les quatre typologies) ou du coût maximal (coût d'un raccordement final réalisé en aérien) qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final en zone d'initiative privée ?

Comment les surcoûts liés aux raccordements « longs » ou « complexes » abordés en partie 4.2 et 4.3 doivent-ils être pris en compte ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

Grand Paris Sud partage pleinement l'objectif que les OCEN participent au moins de manière équivalente au financement des raccordements en zone RIP qu'en zone privée. La présente consultation se base sur l'hypothèse, aujourd'hui vérifiée, que les OCEN commercialisent leurs offres partout sans privilégier les prises dont les coûts de raccordement sont moins élevés (par exemple en immeuble versus en aérien), en réalisant en quelque sorte une péréquation interne de leur clientèle.

En zone RIP, du fait de l'existence d'une subvention, il convient d'éviter deux écueils :

- un sur-subventionnement des raccordements, qui minimise la contribution des OCEN aux coûts ;
- un sous-subventionnement qui pourrait devenir un frein à la commercialisation.

Il en résulte que la borne basse d'un tarif de référence en zone RIP serait le tarif de référence en zone privée, avec la péréquation entre les différentes typologies de cette zone privée. La borne haute serait de se caler sur le coût qu'un OCEN accepte de payer en zone privée, à savoir un raccordement en aérien.

Dès lors, deux possibilités sont ouvertes, soit la fixation d'un tarif de référence unique, soit laisser à chaque couple délégant/OI de la zone RIP le soin de fixer ce tarif entre ces deux bornes.

La première formule a l'avantage de la simplicité ; la seconde pourrait permettre de mieux cerner les capacités contributives des OCEN, et surtout qu'il soit tenu compte RIP par RIP des contrats actuels, en laissant une place à la négociation.

En tout état de cause, la mise en œuvre de cette proposition **doit être impérativement associée** à l'imposition d'une tarification du mode STOC qui ne puisse en aucun cas être supérieure à celle de la tarification en mode OI, sinon, nulle doute que cette proposition serait très rapidement détournée.

QUESTION 41 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Est-ce que cette distribution des raccordements finals vous apparaît pertinente pour décrire la zone moins dense d'initiative privée ; et ainsi servir pour fixer le tarif de référence de la zone d'initiative publique ? Sinon, quelle référence vous semble plus pertinente ?

QUESTION 42 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Avez-vous des observations sur la prise en compte de ces deux composantes ?

Dans l'économie réelle des OI, il faut effectivement tenir compte des deux composantes : d'un côté le tarif d'usage, de l'autre la différence entre le tarif de sous-traitance et celui de construction.

Les contrats STOC existants dans les RIP ont été bâtis en l'absence de référentiel commun, et avec les rapports de force complexes entre OI et les différents OCEN. Il serait paradoxal qu'une réforme permettant une meilleure contribution des OCEN aux coûts de raccordement se traduise par une demande de subvention accrue aux délégants. L'effet attendu est au contraire que les cas écartés des contrats de délégation actuels, parce que trop coûteux, puissent être corrigés.

Il est également possible de relever le cas actuel où le coût de construction effectif est inférieur au tarif de sous-traitance STOC, au regard de la chaîne réelle.

QUESTION 43 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.

Ils sont également invités à répondre aux interrogations suivantes :

- *comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?*
- *quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ?*

Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?

QUESTION 44 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.

- *Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer*

une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final.

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

Ainsi que le constate l'Arcep, les OI n'établissent pas une réelle grille de sous-traitance, puisque ils différencient « *les OC en fonction de leur acceptation de la grille de sous-traitance qu'utilise l'OI pour réaliser ses raccordements en propre comme grille de sous-traitance OI-OC* ». Un sous-traitant qui choisit ses tarifs, il s'agit certainement d'une novation par rapport à la loi 75-13334 du 31 décembre 1975. Les capacités de négociations des OI RIP sont de fait limitées en premier lieu par l'obligation du mode STOC, en deuxième lieu par la possibilité actuelle d'avoir des contrats STOC qui diffèrent, et en troisième lieu par le poids de marché de chacun des OC.

Il est au contraire nécessaire que la grille de sous-traitance OI-OC (flux n°2) soit appliquée de manière identique à tous les OC a minima sur un même RIP, condition nécessaire à la simplification souhaitable qui résulterait d'un tarif d'usage unique forfaitaire péréquant les différents modes de raccordement, les raccordements longs et complexes. A minima, ces coûts ne pourront être moins chers en mode OI qu'en mode STOC. Il apparaît souhaitable que ce tarif d'usage s'établisse à un niveau voisin des coûts réels de ceux de la zone privée : trop haut, il pourrait inciter les OC à commercialiser plus fort en zone privée, trop bas, il ne permettrait pas à l'OI de prendre en charge les raccordements les plus coûteux.

Il est indispensable, comme indiqué ci-dessus, qu'il s'agisse bien des coûts encourus en zone privée par un opérateur efficace. A défaut, avec le barème publié dans la consultation, il est possible que ne soit pas dégagées de marges permettant de mieux financer les raccordements, et, partant, de résoudre une grande partie des problèmes causés par les raccordements les plus coûteux.

Par ailleurs, dans le cas où le droit d'usage du raccordement est sous forme locative, le tarif doit découler de celui de l'investissement au tarif révisé et du coût du financement. A contrario, les barèmes locatifs actuels résultent souvent de la période de refus d'investissement des OCEN sur les RIP, qui avaient poussé certains OI à chercher des alternatives pour débloquer la situation concurrentielle.